

La guerre du gaz

par le professeur Eberhard Hamer*, Allemagne



Eberhard Hamer
(Photo mad)

L'époque de l'énergie bon marché est sans doute révolue pour les ménages et les entreprises allemandes. Les idéologues verts ont réussi à renchérir et à combattre les fournisseurs d'électricité classique comme le charbon et le pétrole. Toutefois, le remplacement par l'énergie éolienne

et solaire est non seulement incertain, mais aussi plus onéreux – notamment à la suite des taxes imposées par l'Etat.

La production d'électricité la moins chère et la plus propre – l'électricité nucléaire – n'est plus autorisée en Allemagne. Trois centrales électriques techniquement modernes et intactes ont été arrêtées en Allemagne à la fin de l'année dernière, alors que, dans le même temps, l'UE réévalue l'électricité nucléaire avec le soutien de l'Allemagne comme étant neutre pour le climat et l'espoir de nos chahuteurs politiques en matière d'énergie repose en ce que la France, avec ses 57 centrales nucléaires, couvrira cet hiver les pénuries d'énergie allemandes prévisibles.

Jusqu'à présent, l'énergie la plus sûre et la moins chère était le gaz russe. Pour stabiliser et renforcer cet approvisionnement, le gazoduc Nord Stream 2 a été construit à coups de 10 milliards dans la mer Baltique. Il est achevé, mais ne peut pas être utilisé, notamment sous la pression américaine. Les raisons sont exposées ci-dessous.

1) Les Américains cherchent des débouchés pour leur gaz de fracturation cher et sale et

souhaitent le vendre en Europe, bien qu'il soit deux fois plus cher que le gaz de Gazprom. Empêcher le gaz russe n'a donc pas seulement pour but d'introduire le gaz de fracturation américain en Europe, mais doit également conduire à un doublement des prix en Europe afin de rendre le gaz de fracturation compétitif.

2) Les Américains sont en guerre économique contre la Russie et ne veulent pas que la Russie tire des revenus permanents de l'Europe pour son gaz Gazprom, ce qui la renforcerait sur le plan économique et militaire.

3) Selon des publications américaines, la famille Biden a également des intérêts privés contre Nord Stream 2, car elle devrait recevoir des taxes sur le gazoduc ukrainien via des paradis fiscaux.

4) L'Ukraine s'oppose à Nord Stream 2 parce que son exploitation pourrait mettre fin au transit du gaz russe par l'Ukraine et donc à la querelle permanente sur la question de savoir si l'Ukraine détourne illégalement du transit et en quelle quantité. Merkel a donc dû garantir à l'Ukraine le remplacement des taxes de transit qui disparaîtraient. Et ces derniers mois, l'Ukraine a été approvisionnée en gaz supplémentaire à partir de stockages de gaz allemands. Néanmoins, l'Ukraine lutte massivement contre l'exploitation de Nord Stream 2, y compris au sein de la politique intérieure américaine, car elle craint des inconvénients économiques et politiques liés à la suppression de l'acheminement du gaz russe vers l'Europe.

5) La Pologne s'oppose également au gazoduc Nord Stream 2 en raison du risque de perte de transit et a également obtenu des promesses de compensation de la part de Merkel.

6) Le lobby américain au sein de l'UE et de la politique allemande combat le gazoduc Nord Stream 2 par des moyens bureaucratiques. Soudain, l'approvisionnement en gaz est une compétence européenne, l'UE peut réglementer le marché du gaz et, au lieu de s'approvisionner en permanence en Russie à des prix permanents, elle a fait exploser les prix de manière spéculative en passant au marché spé-

* Eberhard Hamer (né en 1932) est un économiste allemand. Après des études d'économie politique, de théologie et de droit, il a obtenu un doctorat et a travaillé comme avocat dans une entreprise. Puis, il a été nommé à l'école supérieure spécialisée de Bielefeld, où il a enseigné la politique économique et financière jusqu'à sa retraite en 1994. Dans les années 1970, il a fondé l'institut privé des PME de Basse-Saxe à Hanovre et a publié de nombreux articles et plus de 20 livres sur le thème des PME.

culatif international du gaz (marché spot), les faisant doubler en moyenne.

Toutes ces mesures n'ont pas seulement renchéri les prix du gaz, mais aussi ceux de l'électricité, puisque celle-ci est en partie produite avec du gaz. Curieusement, non seulement les étrangers, mais aussi les atlantistes allemands, de la CDU aux Verts, n'ont pas critiqué cette flambée des prix au détriment des consommateurs (et des électeurs) allemands, mais ont contribué à la provoquer et l'ont tolérée en silence.

En Allemagne, l'époque de l'énergie bon marché est donc probablement révolue. Nous occupons une place de choix en matière de coûts de l'électricité, ce qui non seulement pèse sur les ménages – surtout les plus pauvres – mais entraîne également une perte de compétitivité à l'échelle internationale, avec probablement une émigration à venir des secteurs à forte consommation d'énergie.

Pour le consommateur allemand, qui doit désormais supporter durablement les surcoûts

énergétiques (et la perte de bien-être correspondante), il reste les deux constats suivants.

1) Merkel a déjà accordé le bénéfice du doute aux intérêts américains plutôt qu'aux intérêts allemands (contribution à l'OTAN, scandale des écoutes téléphoniques, immigration de masse). Dans la guerre du gaz, le nouveau gouvernement vert fait preuve non seulement d'obéissance, mais même de soumission, au détriment des consommateurs et des électeurs allemands.

2) La guerre du gaz, tout comme la relance de l'immigration de masse, montre que le nouveau gouvernement vert suit dans le doute des objectifs idéologiques ou américains, même si ceux-ci entraînent les plus grands dommages permanents pour la population et les électeurs allemands.

Avec une telle politique, la thèse verte de «l'Allemagne riche qui peut servir le monde entier» ne durera plus longtemps.